



La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 41

JUILLET 2007

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL

*Mesure du secteur informel :
Sensibilité aux non-réponses
et validation d'une imputation
probabiliste*

Nouvelles d'AFRISTAT

*Activités de la Direction
générale*

Activités internationales

*Echos des instituts nationaux
de statistique*

*Réunions, ateliers et
séminaires*

La Communauté statistique africaine a, encore une fois, vécu au cours du deuxième trimestre 2007 des événements révélateurs de la prise de conscience sur le continent de l'importance de la statistique pour le développement économique et social.

Pour commencer, il convient de saluer la décision de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et des ministres africains chargés de la statistique de créer et mettre en place la Commission de statistique pour l'Afrique (StatCom-Afrique). L'Afrique dispose donc d'une tribune souveraine pour débattre du développement de la statistique dans ses pays tout en se conformant aux recommandations internationales. Cette instance permettra d'harmoniser les positions des africains pour mieux contribuer au débat mondial sur la question, notamment lors des sessions de la Commission de statistique des Nations unies. Par la même occasion, il faut saluer le réveil de la fonction statistique au sein du Secrétariat exécutif de la CEA. Après une période timide ces dernières années, la statistique revient avec force et vigueur dans cette institution : un Centre africain de la statistique est mis en place et son premier directeur est déjà désigné.

Addis-Abeba aura en fin de compte propulsé l'activité statistique en Afrique au cours de ce trimestre. Cette ville a abrité en début mai 2007, la 5^{ème} session du Comité de l'information pour le développement (CODI). Mais auparavant, la Commission de l'Union africaine a organisé une réunion technique sur l'élaboration de la Charte africaine de la statistique commandée par les Chefs d'Etat du continent pour doter les professionnels de la production de l'information statistique d'un code d'éthique. Un projet de cette charte, approuvé en début juin 2007 à Rubavu (Rwanda), sera soumis prochainement à la Conférence des Chefs d'Etat africains.

Nous ne saurions oublier la réunion du 10 mai sur l'assistance des partenaires en Afrique et celle du Comité de pilotage de PARIS21 du 11 mai 2007 à Paris. Au cours de ces réunions, l'idée de considérer la statistique comme un « secteur » a continué à prendre corps. Afin de poursuivre le débat sur l'assistance en Afrique francophone dans le domaine de la statistique, une conférence internationale réunira les partenaires le 31 octobre 2007 à Bamako.

Bien qu'ayant mobilisé très faiblement l'élite africaine, le deuxième Forum sur « Statistiques, savoir et politique » s'est tenu du 27 au 30 juin 2007 à Istanbul (Turquie). « Mesurer et prévoir le progrès des sociétés » constituait le thème central et posait en effet un nouveau paradigme à « creuser ».

S'agissant de la vie d'AFRISTAT, son Conseil des Ministres et son Comité de direction se sont réunis en avril 2007 à Lomé (Togo). Ces deux instances ont pris d'importantes décisions sur le développement de l'organisation. Le lecteur est invité à les consulter sur notre site www.afristat.org.

Enfin, sur le plan des activités, AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA ont récemment signé une importante convention pour la rénovation de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) de ses Etats membres. Les activités préparatoires pour réaliser ce projet ont d'ores et déjà démarré. Nous reviendrons sur les caractéristiques méthodologiques de ce projet dans une de nos prochaines parutions.

Martin BALEPA

Directeur Général d'AFRISTAT

Mesure du secteur informel : Sensibilité aux non-réponses et validation d'une imputation probabiliste par Aude VESCOVO, Philippe BOCQUIER et Constance TORELLI

La connaissance du secteur informel est un enjeu primordial pour la politique économique. La mesure de sa part dans l'emploi urbain doit donc être réalisée avec le plus grand soin. Les enquêtes 1-2-3 du projet PARSTAT permettent de distinguer les unités de production informelles selon la définition établie par la 15^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail de 1993. Cependant, la non-réponse partielle rend plus difficile une mesure non biaisée des taux d'emplois dans le secteur informel. Les traitements antérieurs des données PARSTAT ont été effectués sur des données imputées « manuellement », au vu des caractéristiques des non-répondants et de leur entreprise. Le travail présenté ici a pour but de tester l'existence d'un biais dans les estimations publiées. Il est basé sur des méthodes d'imputation probabiliste qui nécessitent une modélisation de la non-réponse et de la réponse renseignée. La répétition de 500 procédures d'imputation permet d'attester la robustesse des résultats obtenus. Les atouts majeurs de la méthode probabiliste sont le gain de temps, la moins grande dépendance des résultats de l'imputation au statisticien qui l'opère, et la prise en compte d'effets toutes choses égales par ailleurs. Dans le cas présent, l'imputation probabiliste permet de confirmer les différences de taux d'emploi dans le secteur informel entre les capitales, mais identifie une surestimation significative des taux publiés dans 4 villes (Abidjan, Dakar, Lomé et Ouagadougou) sur 7.

Introduction

La connaissance du secteur informel est un enjeu primordial pour les décideurs de politique économique. D'une part, ce secteur est perçu comme une toile de micro-entreprises, tissu productif des pays en développement, qu'il convient d'aider à se développer. D'autre part, il est, en Afrique subsaharienne, le secteur pourvoyant le plus d'emplois, mais sans aucune protection en cas de maladie, chômage ou vieillesse. Enfin, les décideurs s'intéressent au secteur informel dans un souci plus pragmatique qui est celui d'élargir la base de la taxation directe. En conséquence, l'informalité peut être définie sous trois angles, celui de l'activité (taille et branche), celui du travailleur (protection sociale, type de contrat et de rémunération...) et celui de l'entreprise (enregistrement fiscal, comptabilité...).

Le choix de l'unité d'analyse du secteur informel répond à des objectifs de politiques économiques. Si l'intérêt majeur des décideurs est la protection sociale des individus et la décence des conditions de vie, l'analyse individuelle sera privilégiée. Si l'objectif est l'élargissement de l'assiette fiscale ou l'appui aux micro-entreprises, ce sont évidemment les unités de production informelles qui doivent être les unités d'analyse.

Ainsi, la 14^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) de 1987 a conclu que l'unité économique à considérer est l'unité de

production. La 15^{ème} CIST (1993) a établi les deux critères d'appartenance d'une entreprise au secteur formel, à savoir l'enregistrement statistique ou fiscal et la tenue d'une comptabilité formelle, et a conseillé qu'aucun autre critère ne soit pris en compte.

Pour la réalisation des Enquêtes 1-2-3 du programme PARSTAT¹, il a été considéré que le secteur informel est constitué de l'ensemble des unités de production ne possédant pas d'identifiant fiscal ou statistique, ou, dans le cas des patrons et des travailleurs à leur propre compte, ne tenant pas de comptabilité.

Lors du traitement des données de l'enquête PARSTAT, un consensus a été adopté pour que le répondant soit classé dans le secteur formel s'il déclare travailler dans l'administration publique ou dans une entreprise (para)publique et dans le secteur informel s'il travaille pour un ménage. Si le répondant travaille dans une entreprise privée, le croisement des deux critères de la CIST 1993 déterminera

l'appartenance au secteur informel des travailleurs.

Problématique

La transcription concrète, lors du traitement des données, de cette définition peut fortement influencer sur la répartition institutionnelle de l'emploi, si les non-réponses sont importantes (données manquantes et réponses "Ne sait pas"). Les taux de non-réponse à la question d'enregistrement statistique ou fiscal vont de 5% à Abidjan à 16,2% à Niamey, et de 0,4% à Dakar à 14,7% à Bamako pour la tenue de comptabilité. En raison de ces non-réponses, la taille de l'unité et la possession de bulletin de paie par les travailleurs dépendants, bien que n'intervenant pas dans la définition du SCN93/BIT, ont parfois été utilisées pour la publication des résultats².

Nous avons comparé les taux publiés dans Statéco n°99 aux taux d'emploi dans le secteur informel obtenus par plusieurs traitements déterministes de la non-réponse³. La façon de prendre

² A. Brilleau, F. Roubaud et C. Torelli, 2005, L'emploi, le chômage et les conditions d'activité, Statéco n°99.

³ Ces traitements sont :
- suppression des non-réponses ;
- attribution de réponses négatives à toutes non-réponses ;
- attribution de réponses négatives aux non-réponses d'enregistrement et positives aux non-réponses de comptabilité, avec deux variantes introduisant un critère de taille de 20 ou 50 personnes ;
- attribution de réponses positives aux non-réponses d'enregistrement et négatives aux non-réponses de comptabilité ;

en compte les non-réponses peut faire varier le taux d'emploi dans le secteur informel de 6,5 points de pourcentage (à Cotonou) à presque 14,8 points de pourcentage (à Lomé), ceci sans modifier la définition du secteur informel adoptée lors de la Quinzième CIST en 1993.

La modélisation de la non-réponse par un modèle logistique montre le rôle significatif des enquêteurs dans la non-réponse. Aussi, on ne peut considérer, par exemple, qu'un travailleur indépendant ne répondant pas à la question de tenue de comptabilité n'en tient pas. Par ailleurs, les résultats des modèles de non-réponse montrent que la non-réponse est corrélée avec certaines caractéristiques des enquêtés (homme, sans ou avec peu d'éducation et dépendant). Ces deux effets, enquêteur et enquêté, justifient l'utilisation d'une méthode d'imputation probabiliste.

Méthode d'imputation probabiliste

L'objectif de cette méthode est d'imputer aléatoirement une valeur oui ou non aux non-réponses. Il s'agit d'une méthode de correction de la non-réponse par imputation stochastique ou probabiliste, dite *model-based*.

A partir des individus ayant répondu, on estime, pour les individus non répondants, la probabilité de répondre "oui" à un critère de formalité, en contrôlant pour l'effet de sélection par la non-réponse et pour l'effet de collecte (enquêteur et réponse par un proche de l'enquêté). Puis on impute aléatoirement aux non-répondants la modalité oui ou non en fonction de leur probabilité estimée de réponse. Il restera cependant des non-réponses pour les individus dont une des covariables des modèles d'imputation n'est pas renseignée. L'analyse est menée de façon distincte pour les travailleurs dépendants et indépendants.

- attribution de réponses positives aux non-réponses de comptabilité et négatives aux non-réponses d'enregistrement des travailleurs d'entreprise de moins de 20 personnes, et des non-réponses à tout travailleur d'entreprise de 20 personnes et plus non-répondant.

Procéder à une seule imputation probabiliste est risqué. Le tirage aléatoire peut, par malchance, se situer à l'extrême de l'ensemble des tirages possibles. Aussi, pour que nos résultats soient robustes, 500 tirages aléatoires de couples de réponses à l'enregistrement statistique et à la tenue de comptabilité formelle ont été effectués. Pour chaque imputation, on calcule le taux d'emploi dans le secteur informel.

Les intervalles de confiance calculés à partir des 500 imputations ont une amplitude maximale de 0,6 points de pourcentage (Ouagadougou) et minimale de 0,2 points (Dakar). L'écart maximal entre deux taux d'emploi dans le secteur informel calculés par imputation est de 0,9 points de pourcentage. Une fois le taux moyen calculé, on choisit l'imputation aléatoire donnant le taux le plus proche (identique au moins jusqu'à la deuxième décimale) du taux moyen obtenu après 500 imputations.

Résultats

Le taux d'emploi informel calculé d'après les variables ainsi imputées est souvent plus élevé que celui calculé en ignorant les non-réponses comme le montre le tableau ci-dessous. Les non-répondants seraient donc plus probablement des travailleurs de l'informel. Il n'y a pas *a priori* de raison que ce résultat se vérifie pour toutes les enquêtes emplois en Afrique. La procédure d'imputation doit être spécifique à chaque enquête.

L'imputation probabiliste confirme l'ordre des capitales selon leur taux d'emploi dans le secteur informel, tel que relevé dans Statéco n°99. Les capitales voisines Lomé et Cotonou sont celles où le taux d'emploi dans le secteur informel est le plus élevé (supérieur à 80%). Viennent ensuite Bamako, Dakar, Abidjan, Ouagadougou, et Niamey avec 70,9% d'emplois dans le secteur informel. La méthode probabiliste identifie cependant une légère surestimation des taux publiés dans 6 villes sur 7, significative pour 4 villes (Abidjan, Dakar, Lomé et Ouagadougou). À Cotonou, le taux publié dans Statéco 99 est compris dans l'intervalle de confiance à 95%. À

Niamey, il est égal à la borne supérieure de l'intervalle. À Bamako seulement, le taux dans Statéco 99 est significativement inférieur à celui obtenu après imputation probabiliste.

Tableau 1 : Taux d'emploi dans le secteur informel (SI) calculés selon différents traitements des non-réponses (NR) : en supprimant les non-réponses, avec imputation "manuelle" et probabiliste.

Ville	Traitement	SI
Niamey	NR supprimées	68,7
	Statéco n°99	71,1
	Probabiliste [IC à 95%]	70,9 [70,7 ; 71,1]
Ouaga	NR supprimées	71,2
	Statéco n°99	73,4
	Probabiliste [IC à 95%]	72,4 [72,1 ; 72,7]
Dakar	NR supprimées	73,9
	Statéco n°99	76,4
	Probabiliste [IC à 95%]	75,5 [75,4 ; 75,6]
Bamako	NR supprimées	76,4
	Statéco n°99	77,5
	Probabiliste [IC à 95%]	77,8 [77,7 ; 78,0]
Cotonou	NR supprimées	80,2
	Statéco n°99	80,3
	Probabiliste [IC à 95%]	80,2 [80,1 ; 80,4]
Lomé	NR supprimées	79,5
	Statéco n°99	81,0
	Probabiliste [IC à 95%]	80,4 [80,2 ; 80,6]
Abidjan	NR supprimées	74,0
	Statéco n°99	74,7
	Probabiliste [IC à 95%]	74,4 [74,2 ; 74,5]

À l'avenir, il sera préférable de procéder à de telles méthodes, en testant bien évidemment la qualité des modèles, faillibles tout comme le statisticien qui impute manuellement des réponses. L'imputation probabiliste est malgré tout préférable parce qu'elle est basée sur une estimation qui contrôle un grand nombre de caractéristiques de l'enquêté et la qualité de la collecte. Lorsqu'elle contrôle, en plus, les effets de sélection, l'imputation probabiliste permet d'estimer sans biais les indicateurs. Elle ne nécessite pas de présumer *a priori* du sens de l'effet des covariables sur le caractère informel de l'entreprise. Si l'imputation probabiliste nécessite un travail de modélisation économétrique, elle

affranchit cependant le statisticien de l'étude fastidieuse des multiples croisements de covariables.

Conclusion

La répartition du marché du travail entre les différents secteurs institutionnels est sensible au traitement des non-réponses. Attribuer systématiquement une valeur positive ou négative à la non-réponse revient à ignorer les déterminants de la non-réponse et introduit donc un biais dans la mesure des secteurs. Ceci peut se répercuter sur l'analyse de la composition et des caractéristiques mêmes des secteurs.

La mesure du secteur informel à partir des deux seuls critères d'enregistrement statistique et de tenue de comptabilité n'est pas aisée. En effet, les travailleurs dépendants ne connaissent pas forcément le fonctionnement administratif de leur entreprise. De plus, ils ne répondent pas à la question portant sur la tenue d'une comptabilité. Donc un travailleur dépendant d'une entreprise enregistrée mais sans comptabilité sera considéré à tort comme travaillant dans une entreprise formelle.

Aussi, les instances internationales se penchent à nouveau sur les différentes mesures du secteur informel. Leurs nouvelles résolutions font mention de la possession de

bulletin de paie ou de la régularité de l'emploi comme critère de segmentation. L'introduction de ces nouveaux critères recentre l'analyse sur le travailleur et diminue le risque d'oublier les travailleurs précaires des entreprises formelles dans l'élaboration de politique publique.

Pour plus d'informations, voir *Mesure du secteur informel : sensibilité aux non-réponses et validation d'une imputation probabiliste*, A. Vescovo, P. Bocquier, C. Torelli, à paraître dans Statéco N°102, décembre 2007

Nouvelles d'AFRISTAT

Arrivée

◆ M. Mohamed Sow, de nationalité guinéenne a rejoint AFRISTAT en avril 2007 en qualité d'expert statisticien informaticien dans le cadre de la composante statistique du Projet d'appui de la France à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). M. Sow a longuement travaillé à la Direction nationale de la statistique de Guinée en tant qu'informaticien où il a notamment été responsable de la Cellule chargée de la cartographie de la pauvreté.



Visites

◆ M. Darquis Gagné, Conseiller à l'Ambassade du Canada au Mali, a effectué une visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 20 avril 2007.

◆ M. Jacky Fayolle, Directeur du GIE DIAL a rendu une visite de travail à la Direction générale d'AFRISTAT du 19 au 21 juin

2007. Il a eu des entretiens avec le Directeur Général d'AFRISTAT et les experts. Cette visite a permis aux deux institutions de passer en revue leur coopération et d'échanger sur leur programme de travail respectif en vue d'identifier des activités communes. M. Fayolle a profité de son séjour pour faire le bilan des

activités du CERA (Centre de recherche appliquée et d'analyse d'AFRISTAT) et dresser les perspectives pour la période 2007-2008, notamment dans le domaine des enquêtes emploi, secteur informel et pauvreté.

Stages

◆ M. Barro Soumaïla, auditeur du Programme de formation de gestion de politiques économiques d'Abidjan, effectuée depuis le 2 avril 2007 à AFRISTAT un stage

sur le thème : « Evaluation des politiques sectorielles de l'éducation dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres très endettés : application au Cadre

stratégique de lutte contre la pauvreté première génération du Mali ».

Réunions statutaires d'AFRISTAT

La seizième session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT s'est tenue le 4 avril 2007 à Lomé (Togo). Cette session a été précédée les 2 et 3 avril 2007, de la quinzième réunion du Comité de direction d'AFRISTAT. Le Conseil a, au cours de cette session, examiné les questions relatives à la gestion courante de l'organisation et à la nomination au poste de Directeur Général d'AFRISTAT pour la période 2008-2011.

Le Conseil a félicité la Direction générale pour les réalisations de 2006 et l'a encouragée à

poursuivre les efforts pour la bonne exécution du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT en 2007.

S'agissant des questions de financement d'AFRISTAT, le Conseil a noté l'engagement et les efforts déployés par les Etats membres pour reconstituer les ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015 et a pris la résolution confirmant l'engagement de leurs gouvernements respectifs, à s'acquitter de l'intégralité de leurs

contributions avant la fin de l'année 2008.

Enfin, le Conseil a reconduit, M. Martin Balepa, de nationalité Camerounaise, dans les fonctions de Directeur Général d'AFRISTAT, pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 2008. Le relevé de conclusions du Comité de direction et le Communiqué de presse du Conseil des Ministres sont disponibles sur le site Internet d'AFRISTAT www.afristat.org.

Atelier de formation sur la cartographie de la pauvreté

Dans le cadre de la composante 2 du Projet IDF de la Banque mondiale pour la mise en place des outils de suivi et d'évaluation de la pauvreté à AFRISTAT et dans les Etats membres et en co-financement avec le Programme de suivi régional des DSRP et des OMD financé par le PNUD, AFRISTAT a organisé du 16 au 20 avril 2007 à Bamako (Mali) un atelier de formation sur la cartographie de la pauvreté. Cet

atelier a réuni une quinzaine de participants de huit Etats membres (Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Mali, Mauritanie et Niger), de DIAL et des experts d'AFRISTAT.

L'objectif général de l'atelier était de former les participants aux techniques d'analyse cartographique des données en vue d'initier la production de cartes thématiques pouvant

alimenter les réflexions sur les questions de réduction de la pauvreté. Les données des enquêtes démographiques et de santé (EDS) ont été valorisées sous forme cartographique, prolongeant la réflexion sur la qualité et le choix des indicateurs de pauvreté dans l'espace (17 variables pour 20 pays) et dans le temps (sur la période 1986-2005).

Mise en œuvre du Projet pilote d'appui à « l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires »

Au cours de la période sous revue, les activités du Projet pilote d'appui à « l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires » ont consisté en la poursuite des appuis techniques aux Etats conformément à son programme de travail.

♦ **Au Burkina Faso**, des travaux de synthèse finale des comptes nationaux de l'exercice 2002 ont été conduits. Cette opération qui a pour objectif de produire les grandeurs macroéconomiques de l'année concernée, a consisté à finaliser les travaux sur le Tableau des ressources et des emplois (TRE) et le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) qui constituent les éléments du cadre central du système de comptabilité nationale.

♦ **Au Cameroun**, l'appui a été réalisé du 28 mai au 03 juin à Yaoundé. Des retards ont été constatés dans l'avancement des travaux. Face à ce constat, un nouveau calendrier prévoyant la présentation d'un compte provisoire 2005 au séminaire de Bamako en septembre 2007 et le rattrapage complet des comptes au cours de l'année 2008 a été élaboré.

♦ **Au Mali**, une formation des comptables nationaux à l'utilisation de l'outil ERETES a été assurée du 16 au 24 mai 2007.

♦ **En Mauritanie**, l'essentiel du travail a porté sur l'examen et la correction des équilibres ressources-emplois (ERE) ainsi que sur l'élaboration des comptes de branches (CB) et des matrices de qui à qui des comptes de l'année 2005.

Mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique

♦ Dans le cadre de la préparation de la seconde phase du PCI-Afrique, AFRISTAT a accueilli, le 04 mai 2007, une mission composée de : M. Enock

Ching'anda, Consultant de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et de M. Robert Ngong, Statisticien principal à la Banque africaine de

développement (BAD). Cette mission de consultation s'est inscrite dans le cadre du Programme de renforcement des capacités statistiques des Etats

africains pour la deuxième phase du PCI-Afrique au cours de laquelle l'ACBF entend jouer un rôle plus actif.

♦ Du 24 au 31 mai 2007, MM. Luc Mbong Mbong et Abdoulaye Adam, Statisticiens principaux à la BAD, ont effectué une mission de supervision des activités du PCI-Afrique auprès de la Direction générale d'AFRISTAT. Les objectifs de la mission étaient entre autres : (i) d'examiner l'état d'exécution technique du programme aux niveaux régional et national ; (ii) d'évaluer le taux

de décaissement du don FAD et celui de la contribution des autres co-financiers du programme, des contreparties sous-régionales et nationales et (iii) d'élaborer en collaboration avec la Coordination sous régionale le plan d'exécution des activités du programme pour l'année 2007. A l'issue de la mission, les deux parties ont confirmé le programme d'activités et le budget prévisionnel soumis à la BAD par la coordination sous régionale au titre du 3^{ème} décaissement pour les pays bénéficiant du don FAD et du 2^{ème} décaissement pour les pays

bénéficiant du financement de la BAD.

♦ Les premiers résultats de comparaison des niveaux des prix et de la consommation dans les pays africains du PCI-Afrique ont été publiés par la BAD. Ces résultats devraient permettre de disposer des statistiques comparables dans le temps et à travers les pays pour, entre autres, assurer le suivi des OMD et la mesure des niveaux de vie dans les pays africains. Le document peut être téléchargé sur le site Internet d'AFRISTAT.

Mise en œuvre du Programme de suivi régional des DSRP et des OMD

Au cours de la période sous revue, les activités du Programme de suivi régional des DSRP et des indicateurs de développement du millénaire ont été marquées par la réalisation des appuis directs dans les Etats.

♦ Centrafrique

Une mission d'appui a été effectuée à Bangui (RCA) du 5 au 12 mai 2007. Son objectif était d'appuyer l'équipe nationale dans la proposition du mécanisme de suivi et évaluation du DSRP. De façon spécifique, la mission a : (i) animé un atelier sur la détermination des indicateurs d'effet et d'impact ; (ii) appuyé la sélection de la liste définitive des indicateurs de suivi du DSRP ; (iii) participé à la rédaction du cadre institutionnel du mécanisme de suivi et évaluation et (iv) proposé un plan d'actions pour l'opérationnalisation du mécanisme de suivi et évaluation.

♦ Niger

Le Secrétariat permanent de la Stratégie de réduction de la pauvreté du Niger a, dans le cadre des travaux d'élaboration du guide de suivi et évaluation du DSRP de 2^{ème} génération, bénéficié d'un appui d'AFRISTAT du 25 au 30 juin 2007 dont l'objectif était de rendre plus opérationnel le mécanisme de suivi et évaluation en place. De façon spécifique, il s'agissait de procéder à : (i) la révision de la matrice des indicateurs sur la base des nouvelles orientations de la SRP

au regard des capacités actuelles et potentielles de production et d'utilisation des données statistiques ; (ii) l'analyse des mécanismes institutionnels en définissant les rôles des différents acteurs de la vie socio-économique ainsi que des capacités nationales en matière d'évaluation de l'impact des politiques et programmes et (iii) l'analyse des mécanismes de diffusion et d'utilisation de l'information.

♦ Sénégal

Du 18 au 22 juin 2007, le Sénégal, a reçu un appui dans le processus de validation de son rapport sur l'étude bilan-diagnostic du dispositif institutionnel de suivi et évaluation de la mise en œuvre des DSRP et OMD. L'assistance a consisté en : (i) l'animation de l'atelier de validation pour permettre à tous les acteurs impliqués dans les processus DSRP et OMD d'avoir une compréhension commune des enjeux du mécanisme de suivi et évaluation au regard des propositions contenues dans le CRESMIC et (ii) en l'appui au consultant national dans la finalisation du rapport de l'étude. Les recommandations ci-après ont été formulées à l'issue des

travaux : (i) la dynamisation du collège des points focaux et (ii) la réalisation de l'atelier national d'adoption et d'adaptation du CRESMIC.

♦ Togo

Deux missions d'appui technique ont été effectuées à Lomé (Togo) respectivement du 9 au 13 avril 2007 et du 20 au 25 mai 2007. La première avait pour objectifs (i) la proposition d'une liste des indicateurs de suivi du DSRP et des OMD, leurs sources de données et la fréquence de leur production ; (ii) la proposition des méthodes de collecte, des niveaux de désagrégation (sexe, âge, région) et le choix d'une source pour chaque indicateur ; (iii) l'analyse des capacités institutionnelles des sources potentielles de données. L'objectif de la seconde mission était d'appuyer l'équipe nationale dans la rédaction du cadre institutionnel du mécanisme de suivi et évaluation du DSRP intérimaire du Togo. Elle a en outre proposé un plan d'actions pour l'opérationnalisation du mécanisme de suivi et évaluation.

La deuxième réunion du Comité de pilotage du Programme a été organisée le 27 mars 2007 au siège d'AFRISTAT. Elle a connu la participation des représentants des Etats bénéficiaires (Bénin, Cameroun, Centrafrique, Gabon, Niger, Mali et Tchad), du Bureau Afrique du PNUD, des bureaux pays du PNUD (Burkina Faso, Centrafrique, Niger et Mali), du Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies et de la Direction générale d'AFRISTAT. L'objectif de cette réunion était d'examiner les résultats obtenus et de se prononcer sur les perspectives de cet important Programme qui arrive en principe à terme en décembre 2007 et dont l'objectif de développement est de contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des Etats en matière de suivi des DSRP et des OMD. D'importantes recommandations ont été formulées notamment sur l'élargissement de la couverture géographique du programme et sur l'approfondissement des réflexions en vue de la poursuite des activités.

Mise en œuvre du projet de renforcement des capacités en matière de développement de bases de données

Au cours du trimestre sous revue, les activités déployées dans le cadre de ce projet ont été consacrées à l'élaboration des numéros 5 bis et 6 du bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA), à la tenue de l'atelier sur la cartographie de la pauvreté et à la finalisation de l'alimentation de la Databank.

◆ Les numéros 5 bis et 6 de la BDCEA ont été publiés et diffusés au cours du trimestre sous revue. Les inscriptions se poursuivent pour l'abonnement au bulletin.

◆ En ce qui concerne la Databank, l'obtention d'une importante quantité d'informations complémentaires auprès des

principaux acteurs d'exécution des enquêtes 1-2-3 du PARSTAT a permis de produire les premières versions définitives des archives documentées desdites enquêtes. Les CD-roms élaborés devront être produits sur supports physiques et publiés sur les sites Web d'AFRISTAT et des Etats.

◆ L'établissement du réseau d'analyse de la pauvreté a démarré avec la préparation, l'organisation et la tenue, du 16 au 20 avril 2007, d'un atelier de formation sur la cartographie de la pauvreté à Bamako

Mise en œuvre du Projet d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information du marché du travail en Afrique

Après la tenue de la session du Comité régional de pilotage du projet (CRPP) en mars 2007, les activités du projet ont été marquées par une mission de supervision de l'ACBF.

AFRISTAT a reçu du 3 au 5 mai 2007 une mission de supervision du projet d'amélioration des statistiques du marché de travail (LMIS) réalisée par Dr Coffi Rémy Noumon, Administrateur principal de programme à l'ACBF (African

Capacity Building Foundation), partenaire financier du projet. Cette mission a permis de finaliser le programme de travail et le budget 2007 adoptés par le Comité régional de pilotage du projet lors de sa cinquième réunion tenue à Bamako le 12 mars 2007. La Fondation a

marqué officiellement son accord pour la prorogation des activités du projet jusqu'au 30 avril 2008.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Bénin

◆ Du 29 mai au 15 juin 2007, le coordinateur du CERA et une stagiaire du CERA, se sont rendus à Cotonou (Bénin) dans le cadre du projet d'évaluation d'impact du soutien nutritionnel intégré pour les patients sous traitement antirétroviral (INIPSA). La mission a consisté d'une part, en la distribution de l'aide alimentaire et activités génératrices de revenus et d'autre part, en la mise en place du suivi longitudinal des patients sous traitement antirétroviral (sélection et formation des enquêteurs, lancement de la collecte des données).

Burundi

◆ Dans le cadre de la relance de la production des comptes nationaux, une mission d'AFRISTAT s'est rendue à Bujumbura, auprès de l'Institut des statistiques et études économiques du Burundi (ISTEEBU) du 25 mai au 08 juin 2007. Cette mission qui se situe dans la perspective pour le Burundi de disposer de comptes nationaux à jour et fiable selon le Système de Comptabilité nationale de 1993 (SCN93), avait pour objectif

d'achever le traitement des sources de données, d'installer et de former les comptables nationaux à l'utilisation de l'outil ERETES. Les travaux ont concerné les points suivants: (i) la poursuite du traitement des sources de données; (ii) l'installation et l'utilisation de l'outil ERETES et la révision des différentes nomenclatures.

◆ Dans le cadre du Programme d'appui à la réhabilitation des administrations financières et économiques financé par la Coopération française, AFRISTAT a poursuivi en mai 2007, son appui à l'ISTEEBU pour la réédition de l'enquête 1-2-3 à Bujumbura et son extension à trois autres villes.

Cet appui a consisté à: (i) organiser le travail sur la base de la nouvelle programmation de l'ISTEEBU pour 2007; (ii) amender les documents méthodologiques produits en 2005/2006; (iii) finaliser le calendrier des opérations; (iv) participer aux actions de formation et de sensibilisation.

Cameroun

◆ Du 07 au 11 mai 2007, la responsable du centre de documentation et des publications d'AFRISTAT a effectué une mission à Yaoundé auprès de l'Institut national de la statistique. L'objectif de la mission était d'appuyer l'unité de documentation de l'INS dans l'organisation, la gestion et l'installation de bases de données documentaires.

Les travaux de la mission ont consisté à: (i) faire un état des lieux, (ii) proposer une nouvelle politique d'acquisition d'ouvrages, (iii) installer la base de données documentaire et (iv) former les documentalistes dans le traitement et la diffusion de l'information.

Congo

◆ L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué du 11 au 24 mai 2007 à Brazzaville, une mission dont l'objet était d'appuyer le traitement des données d'une enquête légère sur les dépenses des ménages réalisée en 2006 à Ouessou et Owando et de poursuivre les travaux de mise en place de l'indice harmonisé de prix à la consommation (IHPC) au Congo. La mission a permis de déterminer les

coefficients de pondération de l'IHPC et de proposer un dispositif de son calcul dans les villes de Ouessou et Owando. Ce dispositif vient compléter celui déjà proposé pour les villes de Brazzaville, Pointe Noire, Dolisie et Nkayi dans le cadre de l'extension du champ géographique de calcul de l'IHPC au Congo.

Gabon

◆ L'expert démographe a effectué, du 7 au 23 mai 2007, une mission d'appui pour la relance des activités d'exploitation statistique des données de l'état civil à la DGSEE du Gabon. Cette mission a permis d'élaborer un projet de sensibilisation pour le lancement d'une étude bilan diagnostic sur le fonctionnement de l'état civil et d'élaborer un programme de travail 2007-2008 avec l'équipe du service « état civil » de la DGSEE.

Guinée Equatoriale

◆ L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué, du 6 au 21 juin 2007 à Malabo, une mission dont l'objectif était d'appuyer la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale pour le traitement des données d'une enquête auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté.

Mali

◆ L'expert principal en système d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté d'AFRISTAT a effectué, du 20 au 22 juin 2007, une mission à la Cellule de planification et de statistique de l'agriculture pour appuyer les experts de ce service dans le calcul des précisions de certaines variables du Recensement général de l'agriculture du Mali (2004-2005).

Mauritanie

◆ Le 22 mai 2007, le Directeur Général Adjoint a pris part à l'atelier de validation du rapport diagnostic du système statistique de Mauritanie organisé par l'Office national de la statistique (ONS). Cet atelier qui s'inscrit dans le cadre du processus d'élaboration de la SNDS 2008-2011 de ce pays avait pour objectif de valider le rapport du bilan diagnostic du SSN. Le rapport a été validé sous réserve de la prise en compte des observations.

◆ Du 5 au 15 mai 2007, l'expert en statistiques d'entreprise et un

consultant d'AFRISTAT ont conjointement effectué une mission d'assistance technique à l'Office National de la Statistique de la Mauritanie. Cette mission avait pour objectif la mise en place d'un indice de la production industrielle.

◆ Du 11 au 20 avril 2007, l'expert macro économiste dans le cadre de l'IHPC a effectué une mission à Nouakchott. L'objectif de cette mission était d'améliorer la qualité de traitement, de l'analyse et de la diffusion des résultats de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC). Au cours de la mission, les indices pris selon les nomenclatures secondaires ont été mis en place. De même, le passage à la nomenclature COICOP à 12 fonctions a été réalisé. La maquette de publication conçue durant la mission est prête pour utilisation.

Niger

◆ Du 2 au 9 avril 2007, une mission d'un expert informaticien s'est rendue à Niamey auprès de l'Institut national de la statistique dans le cadre d'un appui de la CEDEAO pour l'amélioration de la connectivité des instituts nationaux de statistique. L'objectif principal de la présente mission était de faire des propositions concrètes pour la fourniture et l'installation d'équipements et de logiciels nécessaires à l'amélioration de la communication interne et externe de l'INS, et de la diffusion des données.

Sénégal

◆ Du 10 au 11 mai 2007, le Directeur Général Adjoint a pris part à l'atelier de restitution du Diagnostic du Système statistique National (SSN) dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur de la statistique (SDS) 2008-2011 du Sénégal. L'objectif de l'atelier était de valider le rapport du bilan diagnostic du SSN sénégalais et de présenter la vision et les axes stratégiques du SDS. Le rapport a été validé sous réserve de quelques amendements. Des propositions de reformulation de la vision et des axes stratégiques ont été faites en vue de leur amélioration.

ENEA (Dakar)

◆ Poursuivant les appuis financés par le CESD-Paris aux trois écoles de statistique pour l'amélioration de leur connectivité et leur diffusion, un expert informaticien s'est rendu à

Dakar (Sénégal) du 21 au 25 mai 2007, pour appuyer le Département statistique de l'ENEA dans l'installation et la rationalisation du réseau informatique et la création du site Internet du département.

ENSEA (Abidjan)

◆ Du 30 mai au 5 juin, un expert en suivi des DSRP et OMD a animé à l'ENSEA d'Abidjan un cours sur « le système d'information pour le suivi des politiques de développement économique et social ». Ce cours a permis aux étudiants de : (i) se familiariser avec les différents concepts liés au processus de suivi et évaluation et (ii) maîtriser le cadre d'élaboration d'un système d'information et d'indicateurs pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques de développement économique et social.

◆ L'expert en analyse de la pauvreté a réalisé du 10 au 17 juin 2007, à Abidjan (Côte d'Ivoire) une mission d'enseignement à l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA). Cette mission a porté sur les techniques de mesure de la pauvreté et a concerné les élèves ingénieurs statisticiens économistes (ISE) des deuxième et troisième années.

Activités internationales

◆ MM. Martin Balepa, Directeur Général d'AFRISTAT, Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint et Djoret Biaka Tedang, expert macro économiste ont pris part, les 04 et 05 avril 2007 à Lomé (Togo) aux travaux de la réunion des experts et des Ministres des finances de la Zone Franc. Outre les thèmes habituels sur l'état de la convergence des économies de la Zone, la réunion des Ministres a porté sur le retour de la communauté financière internationale dans les pays post-conflits et les Etats fragiles et sur l'état d'avancement des unions douanières et les accords de partenariat économique.

◆ M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en suivi des DSRP et OMD, a représenté AFRISTAT à l'atelier régional sur la planification basée sur les OMD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre qui a eu lieu à Lomé du 11 au 13 avril 2007. Les objectifs de cette rencontre étaient de : (i) prendre connaissance des progrès réalisés au niveau des pays dans le développement et la mise en œuvre des stratégies basées sur les OMD ; (ii) identifier et fournir les appuis nécessaires pour faire face aux défis techniques ; (iii) approfondir les connaissances des acteurs nationaux et des conseillers en stratégies d'intervention des PTF sur les questions de croissance, de renforcement de capacités et d'emploi en appui aux OMD ; (iv) définir les prochaines étapes et examiner les dispositions envisagées par le système des Nations unies pour accompagner le processus.

◆ Mme Dorothee Ouissika, expert en organisation des systèmes statistiques nationaux a représenté AFRISTAT à la première réunion du Conseil consultatif pour la mise en place de l'Observatoire africain des droits de la femme qui a eu lieu du 20 au 21 avril 2007 à Addis-Abeba. Organisée par la CEA et le PNUD, cette réunion a examiné les questions liées au fonctionnement du Conseil consultatif et de l'observatoire.

◆ Les 23 et 24 avril 2007, une délégation d'AFRISTAT composée de M. Martin Balepa, Directeur Général et de M. Freeman

Amegashie, Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a pris part à une réunion avec le Département Statistiques de la Banque africaine de développement (BAD) afin d'examiner le champ de partenariat qu'AFRISTAT pourrait développer avec le Département de la statistique de la BAD. La réunion a permis de faire le point des activités du Programme de comparaison internationale et de poser les jalons d'une collaboration fructueuse.

◆ M. Guillaume Poirel, expert démographe, a participé à l'atelier international sur « l'utilisation des données du recensement et plaidoyer pour la mobilisation des ressources » organisé par l'UNFPA du 23 au 27 avril 2007 à Praia (Cap Vert). L'atelier a porté sur les moyens et stratégies à mettre en œuvre dans le cadre de la mobilisation des ressources (plaidoyer), sur les questions pour l'amélioration de la fiabilité et l'utilisation des données du RGPH. L'expert a présenté la réflexion entamée par AFRISTAT sur l'optimisation du recensement général de la population et de l'habitat.

◆ M Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint a pris part, à Bamako le 24 avril 2007, à la neuvième réunion du Comité d'orientation du Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) qui s'est tenue à l'agence nationale de la BCEAO. La réunion a examiné et approuvé (i) le procès-verbal de la 8^{ème} réunion, tenue le 1er décembre 2006 à Cotonou, (ii) les rapports d'exécution du programme de travail mai 2006-avril 2007 et de mise en œuvre des recommandations formulées lors de la 8^{ème} réunion, (iii) le programme de travail mai 2007-avril 2008 et le rapport financier de l'initiative AFRITAC.

◆ M. Djima Moustapha, expert en suivi des DSRP et OMD, a représenté AFRISTAT à la réunion du Groupe des experts sur le renforcement des capacités statistiques des Etats membres et

des institutions de la Banque islamique de développement (BID) et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), organisée par la BID à son siège à Jeddah (Arabie Saoudite) le 29 avril 2007. L'objectif de la rencontre était de permettre aux autorités de la BID d'identifier les besoins en renforcement de capacités statistiques et les lignes d'actions nécessaires à l'élaboration d'un programme harmonisé de suivi et évaluation des initiatives de développement communes à l'OCI et à la BID.

◆ Une délégation d'AFRISTAT composée de M. Martin Balepa, Directeur Général, et de Mme Dorothee Ouissika, expert en organisation des systèmes statistiques nationaux, a pris part à la 5^{ème} réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI V), organe subsidiaire de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), qui a eu lieu du 1^{er} au 4 mai 2007 à Addis-Abeba (Ethiopie) et à celle du Comité consultatif sur la statistique en Afrique (ABSA) qui s'est tenue le 30 avril 2007..

Outre les questions liées aux activités du Centre africain de statistique, la cinquième réunion du Comité de l'information pour le développement a examiné les termes de référence du StatCom, (Comité statistique).

La réunion des experts pour l'élaboration de la charte africaine de la statistique avait pour objet l'examen du projet de charte préparé par la CUA. Cette réunion a permis de faire le consensus sur les objectifs de la Charte africaine de la statistique ainsi que sur ses principes en s'appuyant sur ceux des Nations unies en la matière et à produire un premier projet de charte.

◆ Dans le cadre du projet d'appui de la FAO à la Commission de l'UEMOA pour la mise en place d'un Système d'information agricole régionale, M. Eloi Ouedraogo, expert principal en système d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté, a participé à la formation des administrateurs de CountrysStat destinée aux experts des pays pilotes du 30 avril au 11 mai 2007.

Au cours de cette mission, il a préparé, en collaboration avec les experts de la FAO, les termes de référence des consultants nationaux et procédé à la sélection de deux consultants pour chacun des 8 pays de l'UEMOA.

◆ M. N'guessan Doffou, expert en comptabilité nationale a participé à l'atelier sur « l'étude sur l'harmonisation des finances publiques » en Afrique centrale. Cet atelier a eu lieu du 07 au 11 mai 2007 à Douala et a été organisé par le Secrétariat Exécutif de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). L'atelier a examiné les quatre projets de directives communautaires ci-après issus de l'étude : (i) cadre organique des lois de finances ; (ii) règlement général de la comptabilité publique ; (iii) nomenclature budgétaire et (iv) tableau des opérations financières de l'Etat.

◆ M. Martin Balepa, Directeur Général d'AFRISTAT a participé le 10 mai 2007 à la réunion sur l'assistance technique aux pays francophones en matière statistique qui a eu lieu à Paris. Cette réunion a fait le point des actions en cours en matière d'assistance technique dans le domaine de la statistique et a examiné les voies et moyens d'amélioration de la coordination technique et celle des financements. Les décisions suivantes ont été prises à l'issue de cette réunion : (i) organiser une réunion des bailleurs de fonds en faveur de la statistique pour les pays francophones en octobre 2007 à Bamako en marge du Comité de direction d'AFRISTAT ; (ii) mettre en place un groupe de travail sur le SGDD pour les pays francophones ; (iii) veiller à l'intégration de la statistique dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

◆ M. Martin Balepa a également pris part, le 11 mai 2007, au Comité de pilotage de PARIS21. Au cours de cette réunion, le rapport d'activités (novembre 2006 – avril 2007) et le programme d'activités 2007-2008 de PARIS21 ont été adoptés et la nécessité ou non de considérer la statistique comme un secteur à part entière, le Sector Wide Approach (SWAp), a été discutée.

◆ Dans le cadre de ses activités de renforcement de capacités, le Centre d'études et de recherches Afrique (CERAD) de Milan (Italie) a sollicité l'appui technique d'AFRISTAT pour animer une session de formation à l'attention des diplomates africains basés en Italie. M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en suivi des DSRP et OMD a représenté AFRISTAT à cette session de formation en Diplomatie Business Oriented organisée, du 14 au 18 mai 2007. Il a présenté une communication dont le thème est : « *les enjeux des nouvelles orientations de politiques socio-économiques et quelles opportunités offertes aux investisseurs* ».

◆ M. Eloi Ouedraogo, expert principal en système d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté, a participé à la réunion de concertation organisée par le CILSS, la CEDEAO et l'UEMOA sur la mise en place d'un système d'information agricole (Agricultural Information System – AGRIS). Cette réunion, qui s'est tenue à Ouagadougou du 30 mai au 1er juin 2007, a été justifiée par l'augmentation des besoins d'informations fiables. Elle a examiné et amendé une note méthodologique sur AGRIS et élaboré un chronogramme pour sa conception et sa mise en œuvre.

◆ M. Martin Balepa a pris part à la réunion de validation de la Charte africaine sur la statistique qui a eu lieu du 4 au 6 juin 2007 à Rubabu

(Rwanda). Le projet de Charte préparé par la Commission de l'Union africaine a été adopté au cours de cette réunion.

◆ M. Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale, a participé du 12 au 13 juin 2007 au siège d'EUROSTAT à Luxembourg, à la deuxième réunion du groupe de travail chargé de la préparation de la conférence internationale sur la coopération statistique dans le domaine de la comptabilité nationale prévue au premier trimestre 2008.

Le groupe de travail lors de cette seconde rencontre avait pour objectif d'approfondir les thèmes retenus lors de la première réunion en spécifiant le contenu, la structure et en identifiant les intervenants potentiels. Il a aussi fait l'état d'avancement des préparatifs, notamment, les aspects organisationnels et financiers.

◆ M. Martin Balepa a pris part au 2^{ème} Forum de l'OCDE qui s'est tenu du 27 au 30 juin 2007 à Istanbul (Turquie). Ce forum s'inscrit dans le cadre du projet mondial « Comment mesurer et favoriser le progrès des sociétés » qui étudie et développe les relations entre la statistique et la prise de décision.

◆ M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint, a pris part, les 28 et 29 juin 2007, respectivement, aux Assemblées ordinaires et extraordinaires du Conseil d'administration du CESD-Paris et à la 20^{ème} session de la Conférence des Directeurs des écoles de statistique africaines (CODESA). La 20^{ème} session de la CODESA a porté sur (i) l'examen des rapports d'activités des écoles, (ii) l'organisation des concours 2007 et 2008, (iii) l'examen du processus d'adaptation des écoles au système LMD et le programme d'activités du RIFOSSA et (iv) les questions de mobilisation des ressources financières

Congo

www.cnsee.org

◆ Le Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) a procédé au traitement des données de l'enquête légère sur les dépenses des ménages réalisée en 2006 et à la détermination des coefficients de pondération de l'IHPC.

◆ Dans le cadre de la préparation de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel, des cadres du CNSEE ont effectué une mission d'échanges d'expérience au Cameroun et en République démocratique du Congo.

Cote d'Ivoire

www.ins.ci

◆ Dans le cadre des travaux préparatoires du Recensement général de population et de l'habitat (RGPH) de 2008, l'Institut national de la statistique a : (i) organisé une réunion des utilisateurs des données du RGPH afin de connaître leurs besoins pour les intégrer dans le questionnaire ; (ii) procédé le 7 juin 2007, au lancement de la cartographie censitaire pilote.

◆ Après Abidjan en 2006, l'INS a dans le cadre des travaux préparatoires de l'Enquête nationale sur les conditions de vie des ménages, réalisé l'enquête pilote à Bouaké. La collecte s'est déroulée du 26 au 04 mai 2007. La saisie et l'apurement des données ont pris fin le 25 mai 2007.

Gabon

www.stat-gabon.ga

◆ Au cours de la période sous revue, la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) a procédé à la publication du numéro 4 du « Gabon en quelques chiffres ». La production de ce document s'inscrit dans le cadre du programme IDF financé par la Banque mondiale. Les données de ce numéro couvrent la période 1996-2005.

◆ La DGSEE a organisé du 23 mai au 8 juin 2007, une formation en cartographie. Cette formation

avait pour objectif le renforcement des capacités en cartographie censitaire et la mise en place d'un système d'information géographique.

Mali

www.dnsi.gov.ml

Au cours de la période sous revue, la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) a poursuivi la collecte : (i) des prix dans le cadre de l'indice harmonisé ; (ii) des prix des matériaux de construction ; (iii) des données sur la production industrielle (IPI-IHPI). La collecte des prix des produits du PCI a également été réalisée.

◆ Au titre des publications, la DNSI a rendu disponible les indices harmonisés de prix, des matériaux de construction pour les mois de mars, avril et mai, et de la production industrielle. La DNSI a également procédé à la diffusion des Premiers résultats du PCI-Afrique élaborés par la BAD.

Mauritanie

www.ansd.org

◆ Dans le cadre de l'Enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS), l'Office national de la statistique (ONS) a entamé la deuxième phase de collecte de données. Cette enquête, financée par l'UNICEF, le FNUAP et le Gouvernement mauritanien a pour objectif principal de fournir des données statistiques pour la formulation, le suivi et l'évaluation du CSLP, des OMD et sur la situation des femmes et des enfants.

◆ L'enquête trimestrielle pour l'élaboration d'un indice de la production industrielle (IPI) est en cours d'exécution ; elle concerne un échantillon de 59 entreprises industrielles et 92 produits à suivre. Cette enquête, financée sur le budget de l'Etat, a bénéficié de l'appui technique d'AFRISTAT, pour le tirage de l'échantillon et l'établissement des pondérations. La diffusion de l'indice du premier trimestre 2007 est prévue pour la fin du mois de juillet.

◆ Le 22 mai 2007, l'Office national de la statistique avec l'appui

financier de la Banque mondiale, a organisé un atelier de validation du rapport « Diagnostic du Système statistique national (SSN) », relatif à l'étape 2 du processus d'élaboration de la Stratégie nationale du développement de la statistique (SNDS). Le rapport de synthèse de la SNDS sera publié en août et présenté au gouvernement en septembre 2007

Togo

www.stat-togo.org

◆ L'activité de la DGSCN au cours de la période sous revue a été dominée par l'organisation des ateliers régionaux de restitution des résultats de l'enquête MICS et de la formation sur DevInfo 5.0.

◆ Les ateliers régionaux de restitution des résultats de l'enquête MICS se sont déroulés à Lomé et dans cinq chefs-lieux de région du 17 au 25 avril 2007 et avaient pour objectifs de : (i) susciter l'intérêt pour l'utilisation des données MICS3 avant même la parution du rapport final ; (ii) montrer au grand public que plusieurs indicateurs relatifs aux OMD sont disponibles à travers les résultats de l'enquête MICS3 ; (iii) apprendre au public comment accéder aux données MICS et susciter leur appropriation au niveau local et (iv) recueillir les éventuelles critiques en vue d'améliorer la prochaine enquête MICS.

◆ L'atelier de formation sur DevInfo, organisé par le système des Nations unies, s'est tenu à Lomé du 21 au 25 mai 2007. Il a réuni une trentaine de participants venus de différents ministères et services de l'administration togolaise. Des représentants du système des Nations unies (PNUD, UNICEF et UNFPA) ont aussi pris part à cette formation. Le but poursuivi par cet atelier était de permettre aux participants de se familiariser aux modules Utilisateur et Administrateur du progiciel DevInfo afin de favoriser une bonne réussite du projet de constitution de la base de données socio-économiques DevInfo du Togo.

Réunions, ateliers et séminaires

Bamako, du 16 au 18 juillet 2007

Réunion de lancement du Projet de rénovation des indices harmonisés de prix à la consommation (IHPC) dans les Etats membres de l'UEMOA

Manille, du 1^{er} au 3 octobre 2007

Conférence internationale sur les Objectifs du millénaire pour le développement

Bamako, du 6 au 10 août 2007

Centre national de démonstration sur les statistiques de consommation et de sécurité alimentaire dérivées des enquêtes sur les dépenses et le revenu des ménages

Beijing, du 22 au 24 octobre 2007

4^{ème} Conférence internationale sur les statistiques agricoles

Bamako, du 17 au 21 septembre 2007

Réunion sur l'élaboration des comptes non définitifs et provisoires

Bamako, du 29 au 31 octobre 2007

16^{ème} réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

Bamako, du 24 au 26 septembre 2007

12^{ème} réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT

ANNONCE

Depuis le 22 juin 2007, AFRISTAT a mis en ligne la nouvelle mouture de son site Internet. De nouvelles couleurs plus amicales et apaisantes, une ergonomie repensée et un accès plus direct aux différentes rubriques que les habitués du site connaissent déjà. La page d'accueil du site présente l'actualité liée à AFRISTAT et à la statistique et un fil d'informations du continent fournies par notre partenaire, l'Agence France presse.

Naturellement, le moteur de recherche et le forum sont aisément accessibles.

Sur un plan technique, le site utilise les outils modernes issus du monde libre pour automatiser au maximum la composition des pages.

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de *La Lettre d'AFRISTAT* en envoyant un courriel à afristat@afristat.org

avec comme objet : *Abonnement*

Directeur de publication : Martin BALEPA
Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO
Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Dorothée OUISSIKA, Djoret BIAKA TEDANG,
Gérard OSBERT

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739